

**La Chaire “Mutations de l’Action Publique et du Droit Public”  
(MADP) : quelques données (2006 - 2018)**

La Chaire fonctionne effectivement depuis octobre 2006. Elle a été officiellement lancée en janvier 2007. Sa fonction et ses modalités d'organisation ont été définies par des lettres de mission de Richard Descoings, en 2006 puis en 2010. Son équipe permanente était constituée de Jean-Bernard Auby, professeur de droit public, directeur de la Chaire, Marcel Morabito, professeur de droit public, et Christine Briatte, responsable administrative. Elle a en outre pu constamment bénéficier du concours d'un chargé de mission recruté sur contrat de recherche. Par ailleurs, elle a accueilli de façon constante des visitants étrangers, à la disposition desquels elle pouvait mettre un poste de travail. La première thèse en Droit soutenue à Sciences Po (Tarcila Reis, « A Comparative Institutional Analysis of State Reform in Chile, Brazil and Argentina », 2013) a été supervisée par la Chaire. La Chaire a été soutenue par plusieurs partenaires permanents (Veolia, Mutuelle Nationale Territoriale, Electrosteel, KPMG).

La Chaire a organisé en propre divers colloques (L'avenir du modèle français de droit public en Europe, au Conseil d'Etat en 2011 – 10 éditions du Rendez-vous du local à Sciences Po), en a co-organisé plusieurs autres (avec la FNEP : Partenariats public-privé et performance des investissements publics, 2010 - avec l'Institut de la Gestion Déléguée : Le droit communautaire des concessions : une construction inachevée, 2011 ; Les dix ans de la Charte des Services Publics Locaux, 2012 – Les métiers du droit face à la société de l'innovation, Bordeaux, 2014 – avec l'Iddri : L'eau abordable pour tous dans les pays en développement, 2014 - Les pouvoirs d'autodétermination dans l'UE : le cas de la Catalogne, 2014 – A la recherche des principes du droit de la procédure administrative, 2016 – avec Fondafip : Quel financement pour les territoires intelligents ?, 2017 - avec la Délégation aux collectivités territoriales du Sénat : Les nouveaux rapports des collectivités territoriales entre elles et avec leurs groupements, 2018), dont récemment une série de manifestations tournant autour des « smart cities » (février 2015, Bordeaux : Les objets de la ville intelligente – juin 2015, Bruxelles : Les données de la ville intelligente – septembre 2015, La Cité des Smart Cities – juin 2016, Angers : smart cities et santé-septembre 2016, avec l'Institut L. de Vinci : L'écoquartier, un levier pour les smart cities – septembre 2016, avec le CERSA de Paris II : Transition numérique et action publique – mai 2017 avec Système X : Mobilité : nouvelles pratiques et services innovants – janvier 2018 : smart cities et décentralisation énergétique). A quoi s'est ajoutée une série de tables rondes (La réforme de l'Etat outil de lutte contre la crise ?, 2012 – La notion de droit à la ville a-t-elle un sens ?, 2014 – L'impact de la crise sur le droit public, 2014 – A propos de la 2<sup>e</sup> édition du Traité de droit administratif européen, 2014 – Corruption and Conflict of Interest : A Comparative Approach, 2014) Integrité and Efficiency in Sustainable Public Procurement, 2015.

En juin 2016, la Chaire a tenu la 34<sup>e</sup> édition de son Séminaire de recherche de « Droit administratif comparé, européen et global ». De 2012 à 2015, ce séminaire a été consacré à la procédure administrative et à sa codification, et soutenu par la Mission de Recherche Droit et Justice. En 2010-2011, la Chaire a organisé 4 sessions d'un séminaire de recherche « Economic Analysis of Public Law », avec le soutien de la Fondation pour le Droit Continental. En 2012 et 2013, elle a coorganisé avec le centre de droit public économique de la Faculté de Droit de Montpellier deux séminaires de recherche portant sur le gouvernement économique européen.

Le Réseau international « Contrats Publics dans la Globalisation Juridique », créé et piloté par la Chaire, a tenu sa 18<sup>e</sup> rencontre internationale à Paris en décembre 2017. Le Club MADP, Club Droit Public de Sciences Po, créé autour de la Chaire, a organisé, entre 2010 et 2013, 10 petits déjeuners-débats (notamment : Les procédures et les méthodes devant les autorités de régulation, 2014 – Les pouvoirs de sanctions des autorités administratives indépendantes, 2014).

Divers ouvrages tirés des travaux de la Chaire et de ses réseaux ont été publiés (« L'influence du droit européen sur les catégories du droit public », Dalloz, 2010 – « Droit comparé des contrats publics », Bruylant, 2010 – « Contrats publics et arbitrage international », Bruylant, 2011 - « EU Public Contracts Law », Bruylant, 2014 – « Traité de droit administratif européen », 2<sup>e</sup> éd., 2014 – « Droit comparé de la procédure administrative », Bruylant, 2016 – « Transnational law of public contracts », Bruylant, 2016 – « Le gouvernement économique européen », Bruylant, 2017 – « Contrôles et contentieux des contrats publics », Bruylant, 2018 – « Regulatory Impact Assessment », Global Law Press, 2013 – « Corruption and Conflict of Interest : A Comparative Law Approach », Edward Elgar, 2014).